



Octobre 2026

TRIBUNE

Pouvoir d'achat : le coût caché de la mobilité menace désormais les classes moyennes, par Christophe Rollet, DG monde du réseau Point S

Depuis plusieurs années, le débat sur le pouvoir d'achat se concentre sur l'alimentation, l'énergie ou le logement. Pourtant, un autre poste de dépenses pèse **de plus en plus lourd dans le budget des ménages français : la mobilité.**

Pour des millions de Français, la voiture n'est ni un choix de confort ni un loisir. Elle est la condition même de l'accès au travail, aux soins, aux services publics ou à la vie sociale. Dans de nombreux territoires, **renoncer à son véhicule n'est tout simplement pas une option.**

Or, alors que l'inflation a durablement marqué les budgets, nous observons sur le terrain une évolution préoccupante : **de plus en plus d'automobilistes reportent certaines dépenses d'entretien pourtant essentielles à la sécurité** et à la performance de leur véhicule.

Cette réalité reste largement absente du débat public. Pourtant, elle révèle une transformation profonde des comportements de consommation. Lorsque les contraintes budgétaires s'intensifient, les ménages ne renoncent pas d'abord à leur mobilité. Ils cherchent à en réduire le coût immédiat. Les réparations sont repoussées, les arbitrages se multiplient et les cycles d'entretien s'allongent.

« "Aujourd'hui, la première variable d'ajustement du budget automobile n'est plus l'usage du véhicule, mais son entretien." »

Cette situation soulève une question collective : jusqu'où peut-on demander aux Français de supporter seuls le coût croissant de leur mobilité quotidienne ?

Car derrière les chiffres se cache une réalité sociale. Pour beaucoup d'actifs, la voiture demeure le premier outil de leur autonomie économique. Elle permet d'accéder à un emploi parfois éloigné du domicile, notamment dans les zones périurbaines et rurales où les alternatives restent limitées.

Le **risque** est alors **de voir émerger une mobilité à deux vitesses**. D'un côté, ceux qui peuvent absorber sans difficulté les coûts liés à l'entretien de leur véhicule. De l'autre, ceux qui sont contraints d'arbitrer entre leur budget quotidien et le maintien d'un niveau optimal d'entretien.

Cette évolution interpelle également sous l'angle de la sécurité routière. Un véhicule bien entretenu représente un enjeu de sécurité pour son conducteur, ses passagers mais aussi pour l'ensemble des usagers de la route. Dans un contexte où le parc automobile français vieillit, la

question de **l'entretien** ne devrait plus être considérée comme une simple dépense individuelle, mais comme **un enjeu collectif**.

"La mobilité est en train de devenir un marqueur social. C'est un sujet dont on ne parle pas assez."

Le sujet est d'autant plus stratégique que les besoins de mobilité ne diminuent pas. La transition énergétique, l'évolution des technologies automobiles et les nouvelles attentes des consommateurs modifient profondément notre rapport à l'automobile. Mais elles ne changent pas une réalité fondamentale : la mobilité reste une nécessité du quotidien.

C'est pourquoi **il est temps d'élargir le débat sur le pouvoir d'achat**. Au-delà du prix des carburants ou du coût d'acquisition des véhicules, nous devons **nous interroger sur la capacité des Français à maintenir une mobilité sûre, durable et accessible**.

Car demain, la véritable fracture ne sera peut-être pas numérique ou énergétique. Elle pourrait être tout simplement une fracture de la mobilité.

Christophe Rollet
Directeur général Monde de Point S